

Chaque mois, le département Questions sociales du Centre d'analyse stratégique propose une sélection d'informations, d'innovations et d'expérimentations venues d'ailleurs. Elle ne prétend nullement couvrir de manière exhaustive l'actualité sociale internationale, ni contribuer à leur transposition dans le contexte hexagonal. Elle est constituée de choix délibérément subjectifs effectués par les chargés de mission du département dans le cadre de leurs recherches et de leurs rencontres. Que ces informations suscitent l'adhésion, la prudence ou le rejet, leur vocation est de contribuer à animer le débat sur l'avenir des modèles sociaux.

Vous pouvez naturellement alimenter ce recueil en transmettant toute information que vous jugerez utile au contact suivant : sylvain.lemoine@strategie.gouv.fr

Mars 2012

► La curiosité du mois



En **Suisse**, à Wiedlisbach, un entrepreneur a obtenu l'autorisation de créer un village-hospice pour les malades d'Alzheimer ou d'autres troubles neurodégénératifs. Le projet consiste à construire un village façon années 1950 afin que ces patients, qui conservent en général des souvenirs précis du passé, évoluent dans un environnement rassurant. Logements et soins médicaux sont prévus pour 150 personnes, qui seront réparties dans 23 bâtiments conçus pour recréer l'atmosphère d'antan. Les portes ne seront pas fermées et les résidents seront libres de leurs mouvements, néanmoins sans avoir le droit de quitter le village. Pour renforcer l'atmosphère de « normalité », les personnels soignants se déguiseront en jardiniers, coiffeurs ou commerçants. Une démarche similaire a déjà été entreprise aux Pays-Bas en 2009, non sans susciter des controverses dans le milieu de la psychogériatrie. Les pensionnaires paient 5 000 euros par mois pour vivre dans un monde d'illusions.

Source : *Courrier International*, 03/02/12

► La couverture des risques sociaux

Éducation



Une municipalité de la banlieue de Stockholm souhaite que ses écoles abandonnent tout recours aux manuels scolaires d'ici 2013. Cette initiative a été accueillie de façon réservée, notamment par le ministre suédois de l'éducation, Jan Björklund. La municipalité de Sollentuna a d'ores et déjà fourni des ordinateurs à l'ensemble des enseignants et prévoit de doter chaque enfant, à partir de la deuxième année d'école obligatoire, d'une tablette tactile. Cette décision doit permettre de mettre tous les enfants sur un pied d'égalité. Selon la responsable éducation de la mairie, le travail sur tablette doit aussi faciliter l'apprentissage, en permettant un *feedback* immédiat qui nécessite moins de supervision.

Source : *The Local*, 1^{er} février 2012.

<http://www.thelocal.se/38850/20120201/>



Une famille suédoise qui éduquait ses trois enfants à la maison depuis quelques années s'est vue notifier par la municipalité qu'elle n'en avait plus le droit. Elle a donc pris contact avec la *Homes School Legal Defense Association* américaine pour lui demander de faire pression sur le gouvernement suédois. Le « homeschooling » semble aujourd'hui assez peu développé en Suède, puisqu'une centaine d'enfants seulement seraient dans cette situation.

Source : *Christian News Wire*, 14 février 2012-02-29

<http://www.christiannewswire.com/news/239618943.html>



Internationella Engelska Skolen est la première entreprise étrangère à ouvrir une « free school » en Grande-Bretagne. L'entreprise gère déjà 17 établissements en Suède, qui scolarisent en tout 11 000 élèves (la liste d'attentes est riche de 62 000 candidats). **Elle propose une instruction fondée sur la discipline et les bonnes manières.** Les parents qui souhaitent inscrire leurs enfants dans un de ces établissements doivent ainsi signer un contrat dans lequel ils acceptent les règles de vie de l'établissement, parmi lesquelles l'interdiction pour les enfants de venir avec un téléphone portable. On attend de tous les élèves qu'ils disent Bonjour Monsieur et Bonjour Madame à leurs professeurs, qu'ils nettoient leur table après le déjeuner ou bien encore qu'ils attendent en rang avant d'entrer en classe. IES est une entreprise à but lucratif, ce qui explique peut-être que le ratio d'élèves par enseignant est plus élevé que dans les écoles publiques traditionnelles. Mais la discipline que les enseignants obtiennent de leurs élèves leur permet d'afficher d'excellents résultats aux examens.

Source : BBC, 18 février 2012.

<http://www.bbc.co.uk/news/uk-england-suffolk-17079704>



La durée des cours va s'allonger dans un nombre grandissant d'écoles finlandaises, passant de 45 à 75 minutes. Cet allongement doit permettre aux élèves de travailler plus longtemps sur un nombre limité de sujets par jour. Les

élèves se montrent favorables à cette mesure qui leur permet de rentrer un peu plus tôt à la maison. Certains s'inquiètent cependant : cet allongement pourrait davantage bénéficier aux filles qu'aux garçons, les premières parvenant à rester concentrées plus longtemps que les seconds. Un proviseur explique en tout cas que cette mesure va obliger les enseignants à être créatifs, car ils ne pourront conserver l'attention de leurs élèves aussi longtemps s'ils ne leur proposent qu'un simple monologue.

Source : YLE, 24 février

http://www.yle.fi/uutiset/news/2012/02/finnish_pupils_sit_for_longer_lessons_3284945.html



À quoi ressemblera le système scolaire en 2025 pour les enfants nés aujourd'hui ? Une série d'articles donne la parole à différents experts, autant de points de vue sur le sujet.

La manière d'enseigner changera-t-elle ? Les professeurs seraient des modérateurs tandis que les élèves discuteraient entre eux, s'aidant des informations recueillies sur *Wikipedia*... il n'y aurait plus de devoirs à la maison, les enfants de 10 ans ayant eux aussi droit au repos après 8 heures de travail. Au-delà de l'anecdote, sans doute le système ne changera-t-il pas : les savoirs à acquérir seront les mêmes (lire, compter, écrire), sans doute changera-t-il radicalement : l'anglais ne sera plus une matière en soi, les outils médias se développeront, etc. D'après le *Deutsche Bildungsbericht 2010*, le nombre d'élèves dans le système scolaire va diminuer (de 9 millions en 2008, il pourrait atteindre 7,5 millions en 2025). Les différences régionales seront fortes, la décroissance sera plus forte à l'Ouest qu'à l'Est. Pour autant, le nombre d'enfants ayant des origines étrangères va augmenter, notamment dans les grandes villes et surtout dans la tranche d'âge des 3 à 5 ans.

Die Zeit, 22.02.2012

<http://www.zeit.de/gesellschaft/schule/2012-02/geboren-2012-bildung>



Parce qu'un nombre suffisant d'élèves se sont inscrits, le Conseil des écoles de la ville de Toronto (*Toronto District School Board*) a annoncé que **de nouvelles écoles proposant des « spécialités » vont pouvoir voir le jour cet automne**. Ces écoles viennent s'ajouter à l'offre d'enseignement diversifiée proposée par la ville depuis quelques années. Ces nouvelles écoles proposeront aux élèves du primaire un environnement réservé aux filles (*Girls' Leadership Academy*), aux garçons (*Boys' Leadership Academy*), deux écoles offrant une formation de base en musique (*Vocal Music Academies*), et des écoles axées sur le sport et le bien-être (*Sport and Wellness, Health and Wellness*). Face à l'exode de plus en plus d'étudiants vers le secteur privé, il s'agit pour la ville à la fois d'attirer ces élèves et de proposer à des élèves démotivés ou en difficultés une offre plus adaptée à leurs intérêts. Précisons que dans toutes ces écoles, le programme scolaire normal est respecté, même s'il peut être adapté aux spécialités.

Source : Quotidien *The Star*. 14/02/2012

<http://www.thestar.com/news/article/1131533--more-than-160-students-apply-to-toronto-public-specialty-schools?bn=1>



Dès la rentrée prochaine, les élèves de secondaire 1, 2 et 3 du Collège Jean-Eudes à Montréal devront transporter un nouvel objet dans leur sac à dos: un iPad. Cette mesure destinée à doter les élèves d'un «cartable numérique» sera élargie à tous les élèves du secondaire de l'école à compter de 2013. Le Collège Jean-Eudes estime que les parents réaliseront des économies,

notamment sur le coût des manuels et sur les frais de photocopies. Mais le papier ne disparaîtra pas pour autant : les examens seront par exemple toujours faits sur papier. La tablette d'Apple sera offerte en location pour trois ans. Les parents qui le désirent pourront l'acheter. Quant aux distractions que constituent les Facebook et YouTube, le Collège modifiera son code de conduite étudiant en conséquence et disposera de moyens techniques -dont la suspension du signal Wi-Fi permettant d'accéder à l'internet- pour gérer l'utilisation de l'iPad. D'autres établissements scolaires réfléchissent à des solutions similaires.

Source : Quotidien *La Presse*, 14/02/2012

http://technaute.cyberpresse.ca/nouvelles/produits-electroniques/201202/14/01-4495833-des-ipad-obligatoires-au-college-jean-eudes.php?utm_categorieinterne=trafficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_aujourd'hui-sur-lapresseca_267_article_ECRAN1POS2



Le gouvernement du Québec présentera prochainement **une nouvelle loi pour lutter contre le phénomène de l'intimidation scolaire**. La législation prévoira désormais «l'obligation d'intervention» pour les écoles, qui seront dotées d'un budget de 6 millions par année. La lutte contre l'intimidation passera par les écoles qui seront forcées d'établir des pratiques d'intervention avec les centres de services sociaux et les corps policiers. Sommité canadienne dans la recherche sur le phénomène, le Dr Égide Royer a salué «l'obligation d'intervention» qui sera introduite dans la loi : «Si le lundi matin vous apprenez que votre enfant est victime d'intimidation et que rien ne se passe à l'école, il faut que le dossier soit sur le bureau du protecteur de l'élève le vendredi midi. Il ne faut pas que ça traîne des semaines», résume-t-il. Un volet de cette lutte à la violence scolaire visera particulièrement la cyber intimidation. Un site, www.moijagis.com, décrira notamment comment faire désactiver des pages internet utilisées pour intimider.

Source : Quotidien *La Presse*, 12/02/2012

http://www.cyberpresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-quebecoise/201202/12/01-4495132-quebec-deposera-un-projet-de-loi-contre-lintimidation.php?utm_categorieinterne=trafficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B02_quebec_canada_178_accueil_POS4



Un rapport préparé pour le ministre de l'Éducation de l'Ontario, et qui vise à réduire les coûts du système universitaire, propose **que les étudiants prennent maintenant 3 cours sur 5 en ligne chaque semestre**. Pour se faire, environ 30 % des cours proposés par les universités devraient donc être en ligne. La fédération des étudiants de la province craint cependant que les élèves ne manquent alors de soutien « individualisé ». Le rapport, qui n'est pas encore officiellement publié, propose par ailleurs pour réduire les coûts qu'une session scolaire aie lieu pendant les longues vacances d'été, ce qui permettrait de faire passer de 4 à 3 ans la durée d'un programme universitaire standard.

Source : CBC News. 23 février 2012.

<http://www.cbc.ca/news/canada/ottawa/story/2012/02/23/ontario-online-post-secondary-classes-report.html>



Le développement de l'enseignement virtuel pourrait révolutionner l'enseignement de la médecine.

Dans un contexte de pénurie d'enseignants en médecine, la commission nationale des connaissances (NKC) vient de lancer un projet destiné à augmenter l'interactivité entre les facultés de médecine et à homogénéiser l'enseignement de la médecine en Inde. Dans un premier temps, l'objectif est de relier, à travers des salles de classe virtuelles, les principales universités de médecine (Delhi, Chandigarh, Shillong, Pondichéry, Bhopal) ; puis de relier, dans un second temps, l'ensemble des écoles de médecine du pays. Dans cette perspective, un seul enseignant devrait pouvoir interagir, en même temps, avec de nombreux étudiants situés dans l'ensemble du pays. De leur côté, les étudiants semblent considérer l'enseignement virtuel comme une piste intéressante, mais préfèrent aujourd'hui préserver l'échange direct avec les enseignants.

Source : <http://timesofindia.indiatimes.com/home/education/news/Virtual-teaching-new-mantra-to-revolutionise-classroom-study/articleshow/12001285.cms>

(Times of India, 23 février 2012)



Entre 2010 et 2011, près de 250 000 enfants n'ont pas réussi à satisfaire aux différents tests de développement mis en place dans les écoles. Ces tests cherchent notamment à déterminer si l'enfant est capable de se vêtir, de parler, de reconnaître les mots ou de se concentrer. Les inégalités s'accroissent entre les enfants des familles pauvres et ceux qui sont issus de familles riches. Les comparaisons internationales montrent que le Royaume-Uni fait beaucoup moins bien que les pays du Nord de l'Europe. Michael Marmot, un des universitaires qui conseillent le gouvernement de coalition, a récemment affirmé que les restrictions budgétaires touchant les services liés à l'enfance risquent d'exacerber encore davantage les inégalités sociales. Il fait référence en particulier à la fermeture de 124 centres *Sure Start*, confirmée en novembre par le gouvernement.

Guardian, 15 février 2012

www.guardian.co.uk/society/2012/feb/15/cuts-childrens-services-social-inequality



En **Belgique**, le nouveau règlement linguistique dont s'est doté une école primaire flamande de Jette, près de Bruxelles, crée des remous : les élèves surpris à trois reprises en train de parler français dans la cour de récréation seront collés. Ils devront assister à un cours de néerlandais. La direction de l'école a indiqué qu'il ne s'agit pas d'une punition, mais plutôt d'une façon de stimuler les quelque 40 % d'élèves qui n'ont pas le néerlandais comme langue maternelle.

Source : *Le Soir*, 16/02/12

Famille



Selon une étude récente réalisée par l'Institut allemand de recherche économique (*Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung*), l'introduction d'allocations familiales (*Elterngeld*) a produit les effets escomptés. Cinq ans après, les revenus des familles après la naissance d'un enfant se sont élevés (en moyenne de 400 euros par mois au cours de la première année de l'enfant), les congés des mères se sont raccourcis et les pères s'investissent davantage dans

l'éducation de l'enfant. Si les mères ayant un niveau d'éducation et des revenus plus élevés en profitent davantage, celles qui ont de modestes revenus en tirent également parti. Les allocations familiales sont attribuées pendant les 14 mois qui suivent la naissance et s'élèvent entre 300 et 1800 euros par mois. Si le dispositif garantit aux mères de retrouver leur emploi à l'issue de ce congé, il reste nécessaire de développer des places dans les structures d'accueil pour les enfants de moins de trois ans pour que les mères puissent effectivement retourner travailler. A noter que le droit opposable à l'obtention d'une place en structures collectives entre en vigueur à compter de 2013.

Die Zeit, 16.02.2012

<http://www.zeit.de/karriere/beruf/2012-02/studie-eltern geld>



Les enfants de moins de 3 ans qui ont des « origines migratoires » (*Migrationshintergrund*) sont moins souvent pris en charge par une structure collective : ils sont 14 % à l'être, contre 30 % des enfants de moins de 3 ans qui n'ont pas d'« origines migratoires ». Sont considérés comme ayant des origines migratoires les enfants dont au moins un des parents est d'origine étrangère (notons que la nationalité des parents ou des enfants n'est pas prise en considération dans l'étude). Le constat est le même pour les enfants entre 3 et 5 ans, même si l'écart se resserre (85 % contre 97 %). Les dernières données montrent que, de façon générale, la proportion d'enfants de moins de 3 ans pris en charge par des structures d'accueil a augmenté au cours des 2 dernières années (que les enfants aient ou non des origines migratoires) tandis que celle des enfants entre 3 et 5 ans est restée constante.

Statistisches Bundesamt Deutschland, Pressemitteilung Nr.039, 02.02.2012

www.destatis.de



Le débat sur l'homosexualité est relancé en Inde. En juillet 2009, la haute cour de Delhi avait rendu obsolète une loi datant de l'ère coloniale qui criminalisait les relations homosexuelles entre adultes consentants et prévoyait jusqu'à dix ans de prison pour les personnes reconnues coupables d'actes « contre-nature ».

Pourtant, mi-février, les juges de la Cour suprême ont relancé le débat sur l'homosexualité en demandant aux groupes concernés, y compris les organisations politiques et religieuses, de présenter leurs arguments respectifs. En l'occurrence, les opposants à cette mesure sont nombreux, et ont même des soutiens au sein du gouvernement indien. A cet égard, un avocat membre du ministère indien de l'Intérieur a récemment déclaré devant la cour suprême que l'homosexualité est « immorale, contre l'ordre sociale » et qu'elle constitue la « principale source de transmission de maladie comme le sida ».

La Cour suprême a pour mission de trancher sur la décriminalisation des « relations sexuelles homosexuelles ».

Source : <http://inde.aujourdhuilemonde.com/le-debat-sur-l%E2%80%99homosexualite-est-relance-en-inde>

(*Aujourd'hui l'Inde*, 23 février 2012)



Les mariages mixtes (interethniques et inter-« raciaux ») progressent aux **États-Unis** (8 % en 2010, contre 3 % en 1980). Il y a encore 50 ans, certaines lois locales interdisaient ce type d'union. Les Hispaniques et surtout les Asiatiques sont les plus concernés, en raison de leur fort taux d'immigration. Cette évolution est le signe d'un changement démographique et, inséparablement, d'une évolution progressive des mentalités. Néanmoins, les personnes issues des minorités qui se

mariant hors de leur groupe ethnique ou « racial » d'origine épouseraient généralement une(e) Blanc(he) : le *melting pot* a ses limites.

Sources : quotidien *The Washington Post*, 15/02/12, et site de l'institut de sondages *Pew Research Center*, 16/02/12

http://www.washingtonpost.com/local/intermarriage-rates-soar-as-stereotypes-fall/2012/02/15/gIQAyByGR_story.html

<http://pewresearch.org/pubs/2197/intermarriage-race-ethnicity-asians-whites-hispanics-blacks>

Pauvreté



Conditions sur les aides au revenu. La Cour suprême a reconnu comme discriminatoire deux clauses de la loi de soutien des revenus qui déniaient l'accès aux aides pour ceux disposant d'une voiture. Plusieurs pétitions avaient été soumises à la Cour suprême, par des associations représentant notamment des mères célibataires qui utilisaient leur voiture pour conduire leurs enfants en crèche ou à l'école. Le jugement s'est appuyé, entre autres,

sur la nécessité pour l'Etat de sauvegarder la dignité humaine au cœur des droits de l'homme.

Jerusalem post 28/02/2012

<http://www.jpost.com/NationalNews/Article.aspx?id=259706>



Alimentation. Un nouveau programme de nutrition et santé à destination des pauvres pourrait être mis en place. Il s'agirait de réformer les traditionnelles soupes populaires aujourd'hui accès privilégié aux aides alimentaires. Sur le modèle d'un projet développé à Philadelphie, l'idée serait de créer des supermarchés sous conditions de ressources où les populations pourraient

s'approvisionner en produits frais, notamment fruits et légumes, et ce afin de réapprendre à « acheter » de la nourriture saine et de la préparer.

Jerusalem post 27/02/2012

<http://www.jpost.com/NationalNews/Article.aspx?id=259524>



L'écart des revenus au centre des préoccupations selon les sondages

Trois sondages récents ont mis en évidence l'importance des préoccupations concernant la répartition des richesses et la protection sociale. Selon un sondage sur Internet mené par l'agence Xinhua, la réduction de l'écart des revenus est arrivée en tête des priorités avec 254 000 voix, suivie de la stabilisation des prix des logements et de la supervision de la sécurité alimentaire, avec respectivement 230 000 et 217 000 voix.

Dans un autre sondage sur Internet mené par le Quotidien du peuple, journal phare du Parti communiste chinois, la sécurité sociale arrive en tête des 20 sujets préoccupants. La répartition des richesses et la gestion sociale se classent respectivement à la deuxième et troisième place.

Enfin, un sondage de l'Académie chinoise des sciences sociales met particulièrement en avant le sujet du logement : il indique que 70 % des Chinois pensent que les prix sont trop élevés, alors que 40 % d'entre eux déclarent ne pas pouvoir se permettre de construire ou d'acheter un **logement**.

Selon M. Zheng Gongcheng, professeur à l'Université du Peuple de Chine, toutes les catégories éprouvent un sentiment croissant d'inégalité, à l'exception des agriculteurs. Il appelle au développement du système de sécurité sociale. L'écart entre les revenus moyens des travailleurs urbains et ruraux s'est accru de 9 000 yuans entre 2000 et 2010. Les revenus moyens d'un employé du secteur financier sont aujourd'hui quatre fois supérieurs à ceux d'un travailleur agricole.

http://www.chine-informations.com/actualite/chine-ecart-des-revenus-au-centre-des-preoccupations-sondages_39646.html
http://www.chine-informations.com/actualite/chine-ecart-de-riche-esse-est-largement-ressenti_37085.html

Santé



A l'occasion d'une visite d'hôpital, le Premier Ministre David Cameron a annoncé qu'il était favorable à la mise en place d'un prix minimum pour l'alcool. Le gouvernement entend ainsi lutter contre les consommations excessives d'alcool, qui entraînent un surcoût pour le NHS d'environ 2.7 milliards de livres par an. En 2010-2011, environ 1,17 millions de personnes ont été prises en charge à l'hôpital pour des problèmes liés à l'alcool. Elles étaient moitié moins nombreuses en 2002-2003. Un plan stratégique devrait être bientôt annoncé, après une année de discussions avec les industriels du secteur et les experts en santé publique. Des interrogations subsistent néanmoins sur la légalité de ce prix minimum par rapport à la réglementation européenne. *Guardian*, 14 février 2012

www.guardian.co.uk/society/2012/feb/14/david-cameron-minimum-alcohol-price



La Chine donne un coup d'arrêt aux thérapies cellulaires. Le 10 janvier 2012, la Chine a ordonné l'arrêt sur son territoire de tous les essais cliniques et de toutes les thérapies par cellules souches n'ayant pas obtenu l'agrément des autorités. De plus, le ministère de la santé a cessé de délivrer des autorisations pour de tels programmes, et ce jusqu'à mi-juillet.

Les autorités ont réagi au fait qu'un nombre croissant d'hôpitaux et de cliniques dans les grandes villes proposaient des thérapies cellulaires, pour traiter les cancers, la maladie d'Alzheimer ou encore des problèmes de moelle épinière. Des patients payaient des milliers, voire des dizaines de milliers de dollars pour bénéficier de ces traitements, alors que leur efficacité n'est nullement prouvée.

Selon des patients, des médecins ou des proches de patients interrogés par Reuters, ces interventions médicales n'entraînent parfois aucune guérison et se sont même révélées être mortelles dans certains cas.

<http://www.challenges.fr/monde/20120110.REU6766/la-chine-s-attaque-aux-therapies-cellulaires-non-autorisees.html>



Le sida a fait 28.000 morts en Chine en 2011, selon un rapport officiel
 Le sida a fait 28.000 morts en Chine l'an dernier tandis que 48.000 nouvelles infections par le virus VIH ont été découvertes, selon un rapport du ministère chinois de la Santé, d'Onusida et de l'OMS. La Chine compte environ 780.000 personnes infectées par le virus du sida dont 154.000 ont développé la maladie ; selon le même rapport, 136.000 patients recevaient des traitements antiviraux en septembre 2011. Des défenseurs des droits des malades estiment cependant que le nombre d'infections par le virus du sida est sous-estimé par les autorités chinoises.

Le rapport relève une évolution des modes de contamination, les relations sexuelles étant désormais le mode le plus fréquent ; dans les années 1990, les transfusions sanguines avaient causé un énorme scandale dans la province du Henan (centre).

L'évolution des attitudes vis-à-vis de la maladie est contrastée. Les discriminations envers les malades, notamment dans le domaine de l'emploi, sont historiquement très fortes. Sous l'influence internationale, la Chine a commencé à évoluer, en introduisant notamment des campagnes de prévention. Mais dans 10 % des villes chinoises, l'anonymat du dépistage a été récemment levé. A

Pékin, qui a levé l'anonymat en juillet 2011, les demandes de dépistage ont diminué de 75 % depuis cette date. Les autorités responsables se justifient en mettant en avant le souci de responsabiliser les malades et de protéger leurs proches.

<http://www.france24.com/fr/20120121-le-sida-a-fait-28000-morts-chine-2011-selon-rapport-officiel>
http://www.chine-informations.com/actualite/chine-sida-coup-de-fievre-pour-le-test-du-vih_39509.html



Campagnes de lutte contre la contrefaçon des médicaments.

L'Administration d'Etat des produits alimentaires et pharmaceutiques multiplie les actions et les annonces contre la production et la vente de médicaments contrefaits. En deux ans de campagne, plus de 1 800 repaires qui fabriquaient ou vendaient des médicaments contrefaits ont été appréhendés, qui représente un montant total de 3,35 milliards de yuans (530 millions de dollars). Durant cette campagne, 13 départements gouvernementaux ont mobilisé plus d'un million de forces de l'ordre.

Toutefois, les publicités illégales et la vente sur internet de médicaments contrefaits demeurent endémiques. Une nouvelle campagne de 4 mois a été annoncée. L'Administration nationale des produits alimentaires et pharmaceutiques a indiqué qu'elle nommerait et critiquerait les entreprises pharmaceutiques coupables d'avoir produit de faux médicaments et qu'elle retirerait les licences d'exploitation des pharmacies ayant sciemment vendu des médicaments non autorisés.

http://www.chine-informations.com/actualite/la-chine-lancera-une-campagne-de-lutte-contre-la-contrefacon-des_39432.html



Professionnels de santé. Tandis que le manque de médecins généralistes et spécialistes est de plus en plus criant dans de nombreuses régions allemandes, le nombre de jeunes médecins ou d'étudiants en médecine venant de l'étranger et souhaitant poursuivre ses études (notamment de spécialité) en Allemagne augmente fortement. Pourtant, les démarches et les obstacles administratifs sont souvent nombreux et coûteux en temps pour les structures de soins d'accueil.

Le Centre Carl Duisberg à Cologne propose des « packs de service » pour les cliniques, hôpitaux ou employeurs intéressés par l'embauche de médecins étrangers. Il s'occupe des formalités administratives du côté du pays d'origine et de l'Allemagne, et propose également des cours intensifs d'allemand pour les candidats. La maîtrise de l'allemand – et notamment l'allemand utilisé dans l'exercice médical de spécialité – est en effet un des critères décisifs à l'embauche. Un séminaire interculturel intitulé « vivre et travailler en Allemagne » est également dispensé aux médecins étrangers.

Gesundheit – Adhoc, 09.02.2012.



Les **produits de santé naturels** devraient être soumis aux mêmes exigences que les médicaments d'ordonnance, réclament des médecins canadiens dans un éditorial du *Journal de l'Association médicale canadienne*. De nombreux consommateurs, notent-ils, sont persuadés que ces produits sont plus sécuritaires que les médicaments que prescrivent les médecins, alors qu'en réalité les critères auxquels ils sont soumis par le ministère de la Santé du Canada, que ce soit pour prouver leur efficacité ou vérifier leurs effets secondaires, sont beaucoup moins sévères.

Source : Mensuel *L'actualité* 23/02/2012

<http://www.lactualite.com/sante/pas-de-passe-droit-pour-les-produits-naturels>



Les traitements Ayurvédiques deviennent « hi-tech »

Les traitements Ayurvédiques, qui attirent aujourd'hui de nombreux touristes étrangers en Inde, pourraient faire un nouveau saut technologique. En effet, une nouvelle machine pourrait rendre encore plus efficace le « dhara », traitement ayurvédique recommandé pour traiter les insomnies, les troubles mentaux, la neurasthénie, la perte de mémoire ou encore certaines maladies de peau. En permettant de réguler la température et de recycler l'huile utilisée, cette nouvelle machine permettrait d'améliorer la méthode traditionnelle qui consiste à appliquer, chaque jour, un flux continu d'huile légèrement chaude sur la peau, pendant une cure de 7 à 21 jours. Source : <http://timesofindia.indiatimes.com/life-style/health-fitness/health/Ayurveda-treatment-goes-hi-tech/articleshow/11860748.cms> (*Times of India*, 12 février 2012)



Des récents rapports des organisations régionales du *National Health Service* suggèrent que les réformes du système de santé entreprises par le gouvernement de coalition pourraient avoir des conséquences dramatiques sur le niveau de sécurité et de qualité des soins. Par ailleurs, les réformes ne seraient pas à même de garantir les améliorations de gouvernance et les économies budgétaires anticipées. Ces rapports émanant des autorités régionales sont mis à jour régulièrement. Le ministre de la santé Andrew Lansley ne souhaite pas que ces rapports soient publiés mais leurs conclusions ont déjà permis à l'opposition travailliste de dénoncer une réforme qui repose sur une injonction de modernisation dans un contexte de réductions budgétaires évaluées à 20 milliards de livres. Ces rapports arrivent au mauvais moment pour le gouvernement, qui souhaite que la très controversée « health and social care bill » soit mise en application avant Pâques.

Guardian, 14 février 2012

www.guardian.co.uk/politics/2012/feb/14/nhs-health-social-care-bill

www.dh.gov.uk/en/Publicationsandstatistics/Legislation/Actsandbills/HealthandSocialCareBill2011/index.htm



La lutte contre l'obésité, notamment infantile, initiée par Michelle Obama semble avoir lancé une dynamique aux **États-Unis**. Exemple parmi d'autres, le *California Fresh Works Fund*, un partenariat public-privé (regroupant associations de santé, banques et industriels de l'alimentaire), finance *via* des prêts des projets qui luttent contre les déserts alimentaires. En Californie, des commerces alimentaires ont ainsi été créés et fournis en produits frais (fruits et légumes, etc.). 264 millions de dollars ont déjà été investis pour l'installation de ce type de magasins dans les zones défavorisées de l'État.

Sources : quotidien *Los Angeles Times*, 2/02/12, et site du *California Fresh Works Fund*

<http://www.latimes.com/news/local/la-me-michelle-obama-20120202,0,6912304.story>

<http://www.cafreshworks.com/>



Le débat sur le rôle des origines « raciales » dans certaines pathologies refait surface aux **États-Unis**, avec l'arrivée d'une nouvelle génération de médecins et de biologistes issus de la communauté noire. Par exemple, le « *BiDil* », un médicament censé traiter les pathologies cardiaques des Noirs, mis en vente en 2005, n'avait été homologué par la *US Drug and Food Administration* que pour ce groupe de population. Outre la controverse sur l'existence de « preuves intangibles » selon lesquelles il est effectivement plus efficace chez les Noirs, le problème est qu'il suppose que les pouvoirs publics disent qui est noir et qui ne l'est pas – comme du temps de la ségrégation – et rappelle le racisme biologique. Le débat, finalement, revient à reposer cette question récurrente : qu'est-ce qu'être noir ? Est-ce une (simple) problématique biologique ? Or les Noirs peuvent être afro-américains mais aussi immigrés ; ils peuvent être métis, vivre dans des conditions socio-économiques extrêmement diverses, avoir des comportements (notamment alimentaires) très différents, etc. Or, justement,

certain, y compris des associations communautaires noires, estiment que la santé publique du pays doit cibler les Noirs, en raison des inégalités dont ils souffrent (notamment dans l'accès à la santé). Comment cibler sans faire de ségrégation, ni de racialisation ?

Sources : ouvrage d'Alondra Nelson, *Body and Soul : the Black Panther Party and the Fight Against Medical Discrimination* (University of Minnesota Press, 2011), et quotidien *The New York Times*, 24/06/05

<http://www.nytimes.com/2005/06/24/health/24drugs.html?ref=bidildrug>



Aux **États-Unis**, la plupart des femmes de moins de 30 ans mettent au monde des enfants hors mariage. Alors que ce phénomène se limitait jusque là aux groupes défavorisés et aux minorités (qui souvent sont les mêmes), il concerne désormais l'ensemble des classes moyennes. Il s'est notamment développé chez les femmes blanches diplômées du premier cycle universitaire. Aujourd'hui, ce sont surtout les plus diplômé(e)s qui continuent à se marier avant d'avoir des enfants. Le mariage est-il devenu un « bien de luxe », comme le suggèrent certains sociologues ? Des études tendent à montrer que les enfants nés hors mariage courent un plus grand risque de tomber dans la pauvreté et l'échec scolaire, et de souffrir de problèmes psychologiques ou comportementaux. Toujours est-il que la famille, institution largement vantée et défendue en Amérique, se transforme donc plus vite (surtout chez les jeunes générations) que les représentations politiques et religieuses à son égard. Les politiques publiques vont sans nul doute devoir s'y adapter.

Source : quotidien *The New York Times*, 17/02/12

<http://www.nytimes.com/2012/02/18/us/for-women-under-30-most-births-occur-outside-marriage.html?scp=1&sq=for%20women%20under%2030&st=cse>



En **Suisse**, la possible introduction du « principe de causalité » dans la loi de l'Assurance maladie pourrait bouleverser le système de santé dans les années à venir. Le texte adopté par la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique (CSSS) du Conseil des États prévoit le principe suivant : une personne alcoolisée ou droguée au point de devoir être secourue voire hospitalisée en sera pour ses frais. Les mineurs ne seront pas oubliés, les parents devant payer les conséquences d'un abus d'alcool de leurs enfants. En revanche, les alcooliques et toxicomanes, parce que considérés comme malades, ne seront pas concernés. Alors que les hôpitaux ont fait part de leurs craintes de voir augmenter les impayés, les caisses-maladie attirent l'attention sur les dangers du « principe de causalité » que l'on pourrait vouloir appliquer à d'autres comportements dommageables pour la santé (par exemple, un cancer du poumon dû au tabagisme).

Source : *Le Matin*, 25/01/12



De 2006 à 2011, une centaine d'élèves de l'école primaire de la ville de Sion en **Suisse** a suivi un programme d'éducation à l'alimentation nommé « Senso5 ». Résultats, alors que le pourcentage d'enfants en état d'obésité était au départ comparable entre ces élèves et un groupe témoin au profil sociodémographique similaire (1,5 %), il est ensuite resté stable chez les enfants suivant le programme et s'est élevé à 8 % dans le groupe témoin. C'est la première fois que des scientifiques mettent en évidence une corrélation positive entre une telle méthode et le taux d'obésité des enfants. « Senso5 » n'est pas basé sur une approche nutritionnelle de type « manger bouger » mais de type « exploratoire ». Ainsi, grâce à ses cinq sens, l'enfant explore le monde alimentaire, mémorise les expériences vécues, verbalise ce qu'il perçoit et apprivoise les aliments rebutants à première vue. En plus d'ateliers spécifiques, quelque 150 enseignants ont été formés à cette approche pour l'intégrer dans huit à dix leçons annuelles. Par exemple, en cours de dessin, les enfants devaient réaliser une nature morte après dégustation et description sensorielle des fruits utilisés.

Source : *Le Matin*, 09/02/12



En **Belgique**, les drogues légales (alcool, tabac) et illégales ont un coût conséquent pour les pouvoirs publics : près d'un milliard d'euros par an (dont plus de la moitié pour l'alcool) d'après d'une étude réalisée par l'Université de Gand. L'immense majorité de ces dépenses (97 %) est assumée par le Fédéral. En outre, 76,5 % de celles-ci sont destinées à l'assistance des personnes (traitements, hospitalisations, *etc.*), 21,6 % à la sécurité (détection des drogues, poursuites, *etc.*) et seulement 1,5 % à la prévention et à la réduction des risques.

Source : *La Libre*, 16/02/12



En **Suisse**, à Wiedlisbach, un entrepreneur a obtenu l'autorisation de créer un village-hospice pour les malades d'Alzheimer ou d'autres troubles neurodégénératifs. Le projet consiste à construire un village façon années 1950 afin que ces patients, qui conservent en général des souvenirs précis du passé, évoluent dans un environnement rassurant. Logements et soins médicaux sont prévus pour 150 personnes, qui seront réparties dans 23 bâtiments conçus pour recréer l'atmosphère d'antan. Les portes ne seront pas fermées et les résidents seront libres de leurs mouvements, sans avoir le droit néanmoins de quitter le village. Pour renforcer l'atmosphère de « normalité », les personnels soignants se déguiseront en jardiniers, coiffeurs ou commerçants. Une démarche similaire a déjà été entreprise aux Pays-Bas en 2009, non sans susciter des controverses dans le milieu de la psychogériatrie. Les pensionnaires paient 5 000 euros par mois pour vivre dans un monde d'illusions.

Source : *Courrier International*, 03/02/12



Procès de l'amiante

Le procès entamé en décembre 2009 et comprenant plus de 6000 parties civiles a pris fin. Le tribunal de Turin a condamné par contumace les dirigeants du groupe Eternit à 16 ans de réclusion pour la mort d'environ 3000 personnes en Italie (travailleurs et habitants des villes où étaient implantées les usines du groupe) et à verser entre 30 et 50 000 euros aux proches de victimes, parties civiles au procès. Cette décision, la première au pénal dans le dossier de l'amiante, a ravivé l'espoir de nombreuses victimes et familles dans d'autres pays, comme la France.

http://torino.repubblica.it/cronaca/2012/02/13/news/eternit_il_giorno_della_verit_sentenza_attesa_in_mattinata-29787774/



L'agence régionale de la Santé de la Lombardie s'attaque au problème du *binge drinking*. En 15 ans, la consommation d'alcool chez les plus jeunes a beaucoup augmenté, d'ailleurs davantage chez les filles que chez les garçons. Chez les filles de 14 à 17 ans, la consommation d'alcool (hors repas) a doublé entre 1995 et 2010. Outre la sensibilisation « préventive » dans les cabinets des médecins ou dans le cadre de l'école, la région met en place des points de renseignement sur l'abus l'alcool dans les centres d'urgences hospitaliers.

« Asl in campo contro il binge drinking », *Giornale di Brescia*, 24 février 2012

<http://www.giornaledibrescia.it/in-citta/asl-in-campo-contro-il-binge-drinking-1.1093415>



Des chercheurs à l'université de Haifa ont étudié les pratiques de blogs des adolescents à partir d'un échantillon de 161 jeunes gens âgés de 14 à 17 ans identifiés comme éprouvant des « difficultés émotionnelles ». Ils ont montré que le blog n'est pas uniquement un vecteur d'expression, mais aussi un outil permettant de surmonter et d'élaborer les angoisses. Plus encore, l'écriture sur le cyberspace serait plus thérapeutique que la pratique traditionnelle du journal intime, car davantage adressée. En particulier, l'écriture d'un blog ouvert aux commentaires produit un

soulagement des angoisses, significativement supérieur à ceux induits par des pratiques sans retour par un tiers.

Jerusalem post 21/02/2012

<http://www.jpost.com/LandedPages/PrintArticle.aspx?id=258678#>



Le Comité ministériel de préparation des lois a approuvé une proposition de loi qui va permettre les hospitalisations forcées sur demande des médecins pour traiter les personnes souffrant de troubles alimentaires. Aujourd'hui les patients souffrant de troubles psychiatriques peuvent être hospitalisés sous contrainte s'ils représentent un danger pour eux-mêmes. L'anorexie n'est cependant pas considérée comme relevant de ce champ en Israël. Les médecins seraient favorables au projet. La loi est actuellement étudiée en première lecture au Parlement. En Israël, sur 1500 personnes diagnostiquées chaque année pour un trouble anorexique, 35 en meurent.

Jerusalem post 20/02/2012

<http://www.jpost.com/NationalNews/Article.aspx?id=258529>



Chaque année près de 120 000 enfants sont admis aux urgences en Israël pour des blessures occasionnés par divers accidents se produisant dans l'environnement immédiat de la maison ou de l'école : empoisonnement, accidents de voiture, chute, brûlure, etc. 24 000 sont hospitalisés et 144 sont tués. Un plan de prévention des accidents des enfants va être adopté. Le plan a été préparé en collaboration avec l'Organisation Mondiale de la Santé et l'Union Européenne. Il devrait bénéficier d'un budget de 1,9 millions de NIS. Le but est de diminuer de 35 % le taux d'accident des enfants afin de s'aligner sur les meilleurs taux d'accidents des pays européens (Pays-Bas). En Suède un plan similaire a permis de réduire de 80 % le taux d'accidents. Le plan visera une large palette d'acteurs et de lieux. En particulier, les écoles seront impliquées pour former les enfants à traverser la rue.

Jerusalem post 15/02/2012

<http://www.jpost.com/Health/Article.aspx?id=258016>

► La promotion du lien social et du « vivre ensemble »

Diversité



Un think tank israélien (*Israel Democracy Institute*) a rendu public un rapport sur l'émergence d'une classe moyenne aspirant à des styles de vie plus diversifiés parmi les ultra-orthodoxes (Haredi). En particulier, les Haredi appartenant aux jeunes générations aspirent à travailler et à s'intégrer à la société environnante et pas seulement à étudier dans les yeshiva. Toutefois, ils travaillent dur pour maintenir une appartenance à ces deux mondes. Le rapport met en garde contre des réformes coercitives qui viseraient à accélérer ce mouvement et seraient, selon les experts, contre-productives alors qu'un mouvement naturel est en marche (augmentation significative du nombre d'ultra-orthodoxes entreprenant des études supérieures...). Pour les auteurs du rapport, certains facteurs du changement en cours tiennent à Internet et aux réseaux sociaux. L'accès à Internet a ouvert ces

communautés à d'autres représentations. Il a également contribué à affaiblir les rapports d'autorité prévalant dans les communautés Haredi, au moment où le renouvellement des figures dirigeantes se pose.

Jerusalem post 10/02/2012

<http://www.jpost.com/NationalNews/Article.aspx?id=257082>



Une décision qui a fait du bruit au Québec. Un professeur de chant dans une école primaire a décidé de **censurer la dernière phrase d'une chanson d'Edith Piaf** dans le cadre de la préparation d'un spectacle de fin d'année. L'enseignant a ainsi supprimé la dernière phrase de l'Hymne à

l'amour, « Dieu réunit ceux qui s'aiment », et sous prétexte de préserver un contexte laïque.

Source : Quotidien *La Presse*. 15/02/2012

http://www.cyberpresse.ca/actualites/quebec-canada/education/201202/15/01-4496354-une-chanson-dedith-piaf-censuree-dans-une-ecole-de-sorel-tracy.php?utm_categorieinterne=traficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B4_manchettes_231_accueil_POS2



La Cour suprême du Canada jugé que le **cours d'éthique et de religion qui fait partie du programme scolaire des écoles québécoises depuis 2008 ne va pas à l'encontre de la liberté religieuse des étudiants**. Des parents demandaient en effet à ce que leurs enfants n'aient pas à suivre ce cours obligatoire sous prétexte qu'il allait à l'encontre de cette liberté religieuse.

Pour la Cour, il ne s'agit pas « d'endoctrinement », mais d'une simple présentation visant à ce que les élèves comprennent mieux les différentes religions et leur histoire.

Source : Quotidien *MaCleans*. 17/02/2012.

<http://www2.macleans.ca/2012/02/17/quebecs-ethics-and-religion-course-does-not-violate-charter-supreme-court/>



Les quotas pour les musulmans : un enjeu de la campagne électorale en Uttar Pradesh

La question de la mise en place de quotas pour les minorités musulmanes s'est immiscée dans la campagne électorale de l'Uttar Pradesh. Dans cet Etat, le plus peuplé de l'Inde (plus de 160 millions d'habitants), les deux grands partis indiens, le Parti du Congrès (héritier de la dynastie Nehru), et le Bharatiya Janata Party (BJP, parti de la droite nationaliste hindoue), se battent pour reconquérir l'Uttar Pradesh, gouverné depuis 1995 par la dirigeante « intouchable » Mayawati Kumari.

Ainsi, début février, l'organisation des minorités musulmanes indiennes (AIMMO) a revendiqué l'allocation de 2 millions d'euros pour financer leur développement, la mise de quotas de places réservées dans l'accès au travail (au moins 10 %), et une attention particulière accordée à l'éducation des femmes. Depuis, les principaux partis politiques en course dans l'Uttar Pradesh se sont positionnés sur cette question : Salman Khurshid (parti du Congrès) demandant la mise en place de 4.5 % de places réservées ; Mayawati Kumari (parti des hors castes et des Intouchables) 15 % ; Mulayam Singh (Samajwadi Party, "parti socialiste", soutenu essentiellement par des basses castes et la minorité musulmane) 18 %. De son côté, le *BJP* a lancé une attaque frontale contre ses rivaux politiques, les accusant de remettre en cause les fondements de la Constitution indienne en demandant des quotas qui seraient définis en fonction de critères religieux, dans le seul but de séduire l'électorat musulman. Pour ne pas bouleverser l'électorat musulman, le BJP a toutefois insisté sur sa solidarité avec les musulmans, perceptible, selon eux, au travers des systèmes de protection sociale mis en place dans les Etats qu'il gouverne.

Source : http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2012-02-14/hyderabad/31058434_1_muslims-demand-job-quota-job-reservation

(*Times of India*, 14 février 2012)

<http://indiatoday.intoday.in/story/sub-quota-for-muslims-beni-prasad-verma-salman-khurshid-up/1/174006.html>

(*India Today*, 17 février 2012)

Source : http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2012-02-20/noida/31079234_1_cent-quota-sushma-swaraj-religious-lines
(*Times of India*, 20 février 2012)



En **Suisse**, les émigrés dont l'intégration est difficile, utilisent très peu les crèches et les garderies d'enfants selon une étude de l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP). Or, de plus en plus d'experts préconisent une stratégie d'investissement social dans laquelle les crèches joueraient un rôle majeur. Outre qu'elles permettent aux familles d'avoir deux revenus, les crèches ont en effet l'avantage de réduire les écarts au niveau des compétences cognitives et linguistiques entre les enfants venant de différents milieux sociaux. Face à ces constats, le canton de Bâle-Ville a décidé de rendre obligatoires deux demi-journées de crèche par semaine pour les enfants de trois ans dont les connaissances en allemand sont insuffisantes (l'école maternelle commençant à quatre ans).

Source : *Tribune de Genève*, 29/01/12

Discrimination



Vers la fin de l'exclusion des personnes handicapées en zones rurales

En Chine, un tiers des personnes handicapées rurales vivent sous le seuil de pauvreté. Pour rattraper le retard de la Chine dans ce domaine, le gouvernement engage un plan d'aide en deux étapes, ciblé sur les personnes handicapées vivant en zone rurale, qui représentent 60 % des 80 millions de Chinois handicapés. D'ici 2015, les conditions de vies des personnes handicapées des régions rurales doivent rejoindre celles de la moyenne nationale. A plus long terme, l'objectif pour 2020 est que la population handicapée concernée dispose d'un accès égal aux soins médicaux, à l'éducation et aux logements publics, mais aussi, d'un revenu familial qui atteigne le niveau moyen local.

Le plan décennal prévoit également l'adoption de mesures favorables à l'embauche de travailleurs handicapés et la création d'emplois adaptés aux personnes handicapées.

<http://www.guide-securite-sociale.com/tag/handicapes-ruraux>



Le new deal des féministes

Le mouvement féministe prend de l'ampleur en Italie. En temps de crise économique, la dernière revendication des féministes : le « *pink new deal* ». Reprenant à leur compte de New Deal américain des années 30, les associations féministes dressent une liste de propositions visant à construire une économie plus ouverte aux femmes, dans laquelle les femmes pourraient contribuer davantage et à leur juste valeur. Quelques exemples des pistes avancées : congé paternité obligatoire, plan d'urgence pour les crèches et les services à l'enfance, transformation de la traditionnelle vision du secteur des soins comme poids pour les finances publiques en secteur créateur de valeur, politique fiscale (réforme du quotient familial) plus favorable au travail des femmes, aide universelle à la maternité...

« Donne: D'Elia, "uno sguardo di genere per aggredire la crisi economica e sociale" », Portail internet de la Province de Rome, 23 février 2012

<http://www.provincia.roma.it/news/donne-d%E2%80%99elia-%E2%80%9Cuno-sguardo-di-genere-aggredire-la-crisi-economica-e-sociale%E2%80%9D>

Égalité entre les genres



Trois militantes suédoises de l'égalité entre genres ont fait paraître dans le quotidien Svenska Dagbladet, une tribune dans laquelle elles demandent que la langue suédoise se dote d'un nouveau pronom « neutre ». Ainsi, à côté des pronoms « han » (il) et « hon » (elle), elles proposent l'introduction du pronom « hen ». Ce nouveau pronom serait utile notamment pour désigner certains objets ou animaux dont on ne connaît pas le sexe, désignés aujourd'hui la plupart du temps par le pronom « han ». L'initiative permettrait selon elles, de lutter contre les stéréotypes associés aux genres.

Source : *The Local*, 8 février 2012.

<http://www.thelocal.se/38992/20120208/>



De fortes discriminations à l'égard des femmes journalistes

La directrice du Centre indien de communication et d'information sur les médias (MICCI) a insisté sur les difficultés rencontrées par les femmes journalistes dans l'univers professionnel, dans le cadre d'un séminaire intitulé « discrimination entre les genres dans les médias: mythe ou réalité? », organisé début février par MICCI et le Mahajana College. Selon elle, de nombreuses femmes journalistes peineraient à occuper des postes clés dans les organisations et seraient même obligées de quitter leur emploi en raison des phénomènes discriminatoires dont elles seraient victimes (inégalités de traitement, salaires inférieurs, moindre évolution de carrière etc.).

Source : http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2012-02-06/mysore/31029769_1_gender-discrimination-gender-inequality-women-journalists

(*Times of India*, 6 février 2012)



L'administration Obama, en janvier 2012, avait refusé d'accorder aux autorités catholiques **américaines** le « droit » d'exclure de l'accès à la contraception l'ensemble des femmes travaillant dans des établissements supervisés par ces mêmes autorités. Une exception avait en effet été demandée par rapport à la nouvelle règle en vigueur dans le pays depuis août 2011, qui requiert que toutes les assurances-santé comprennent, sans supplément de cotisation, la délivrance de contraceptifs (règle que le Président Obama souhaite étendre aux étudiantes). De fait, avait estimé le gouvernement fédéral, les personnels féminins travaillant dans les hôpitaux et autres maisons de santé catholiques (et qui représentent plusieurs millions de personnes) servent l'intérêt général et sont, de surcroît, de confessions différentes. En revanche, l'exception demeurait possible pour la petite frange de femmes catholiques travaillant directement pour des églises. En février 2012, le gouvernement fédéral a finalement cédé devant la demande des autorités catholiques.

Source : quotidien *The New York Times*, 29/01/12, site d'information *USA today*, 12/02/12

http://www.nytimes.com/2012/01/30/opinion/birth-control-and-reproductive-rights.html?_r=1&scp=1&sq=birth%20control%20and%20reproductive%20rights&st=cse
<http://www.usatoday.com/news/washington/story/2012-02-12/obama-bishops-contraceptives/53065070/1>

Divers sujets cohésion sociale



La banque alimentaire d'Israël (Leket) vient de lancer une application gratuite sur *smartphone* qui permet à chacun de localiser les associations caritatives les plus proches pour donner un surplus alimentaire. Les associations locales pourront directement être contactées via une carte interactive. L'application sera téléchargeable sur *Apple store*.

Jerusalem post 10/02/2012

<http://www.jpost.com/LandedPages/PrintArticle.aspx?id=257258#>



Obésité et vieillissement, les véritables ennemis de la Chine

Dans les années 70, un couple chinois avait en moyenne 5,8 enfants. La politique dite « de l'enfant unique » est entrée en vigueur le 25 septembre 1980. La fécondité serait tombée à 1,5 (certaines études la situent à 1,22), très en-deçà du seuil de renouvellement des générations à 2,1.

Trente ans après, le bilan de la politique de l'enfant unique est contrasté. Selon une analyse du Financial Post publiée en décembre 2009, « la Chine a prouvé que la restriction des naissances est une politique intelligente. Sa classe moyenne s'élargit, tous ses citoyens ont un logement, des soins de santé, de l'éducation, de la nourriture, et le un cinquième de l'humanité qui y vit ne contribue pas à surpeupler la planète ». Néanmoins, les aspects moins positifs sont nombreux. Selon une étude publiée en avril 2009, dans le *British Medical Journal*, la génération des enfants uniques, les « petits empereurs », au nombre de 90 millions, aurait été surprotégée et serait égoïste et arrogante, selon un article du Quotidien du peuple. L'obésité infantile, qui progresse de 8 % chaque année, en serait en partie la résultante. L'autre grand problème posé par la politique de l'enfant unique est le vieillissement accéléré de la population. Le nombre de personnes âgées de plus de 60 ans était de 167 millions en 2009, il devrait être de 438 millions en 2050. A ce stade, le gouvernement ne remet pas en cause la politique de l'enfant unique, mais un projet-pilote pourrait l'assouplir dans cinq provinces du pays.

<http://www.agoravox.fr/actualites/international/article/obesite-et-vieillissement-les-83014>



A l'occasion de l'année européenne pour le vieillissement actif et la solidarité entre les générations, le ministère allemand pour les Affaires sociales et la Famille développe une stratégie démographique, à partir du constat selon lequel les Allemands seront moins nombreux, plus vieux et d'origine plus diverses. Quatre objectifs sont retenus : reconnaître et utiliser les chances

liées à une vie plus longue ; maintenir une croissance et un bien-être social ; garantir une justice sociale et une cohésion sociale et enfin, conserver la capacité d'intervention de l'Etat.

En particulier, le programme « maisons de plusieurs générations », lancé en 2006, entre dans une nouvelle phase depuis janvier 2012, avec des priorités supplémentaires comme « âge et soins », « intégration et éducation », « services de proximité », « engagement volontaire ». Près de 450 maisons sont soutenues chaque année par une subvention de 40 000 euros : 30 000 euros sont pris en charge par le niveau fédéral, via le fonds social européen, les 10 000 restants sont financés par le *Land* ou la municipalité. Les maisons ne sont pas habitées, mais les enfants et les seniors s'y croisent toute la journée autour d'activités diverses, fondées sur l'échange entre générations.

Magazin für Soziales und Familie, Bundesministerium, 02.02.2012



Les pouvoirs publics face à l'envolée des prix du logement

On assiste dans les grandes villes chinoises, comme Beijing, Shanghai et Shenzhen, à une déconnexion croissante entre les prix du logement et le pouvoir d'achat des habitants. A Beijing, en 2006, les prix des appartements étaient près de 20 fois supérieurs aux revenus annuels des ménages ordinaires, loin au-dessus de la norme de 4 fois, considérée comme raisonnable par les spécialistes du secteur. Les ménages qui consacrent plus de 50 % de leurs revenus au remboursement d'un emprunt immobilier sont de plus en plus nombreux ; ils sont qualifiés de « fangnu ».

Le phénomène est très récent. Jusqu'en 1998, les logements étaient souvent loués par l'employeur à ses salariés. Ils sont aujourd'hui entièrement soumis à la loi du marché. Les achats à caractère spéculatif joueraient un rôle déterminant dans la hausse des prix.

Face à cette tendance, le gouvernement chinois cherche à agir par les leviers des politiques fiscales, de crédit et foncière pour contrôler le rythme de croissance des prix de l'immobilier. Le ministre du territoire et des ressources a annoncé un accroissement des terrains destinés à la construction de HLM et de logements à prix modéré, avec pour objectif que ces deux catégories représentent au moins 70 % des appartements neufs. Au niveau local, la ville de Beijing va commencer la construction ou faire l'acquisition d'un total de 160 000 unités de logement abordable en 2012.

http://www.chine-informations.com/actualite/le-prix-du-logement-en-chine-impossible-a-rattraper_8439.html

http://www.chine-informations.com/actualite/chine-beijing-ajoutera-unites-de-logement-abordable-en_39166.html

► Divers sujets d'intérêt

Droits des salariés



En Norvège, des salariés de centres d'appel protestent contre la mise en place d'un système de surveillance destiné à contrôler le temps qu'ils passent en pauses toilettes, cigarette ou café. Le système déclenche une alarme si l'employé quitte son poste plus de 8 minutes au cours d'une journée.

Le principal syndicat du pays a jugé ce dispositif inacceptable. Ce cas ne semble pas isolé puisque des cas similaires ont été rapportés au Défenseur des droits. **Une entreprise obligeait ainsi les femmes en période de règles à porter un bracelet rouge justifiant leurs allers et retours plus fréquents aux toilettes.** Une autre entreprise obligeait les salariés à signer une feuille d'émargement lors de chaque visite aux petits coins.

Source : *The Telegraph*, 31 janvier 2012

<http://www.telegraph.co.uk/news/newstopics/howaboutthat/9051774/Norwegian-alarm-system-monitors-length-of-office-lavatory-visits.html>

Cyber protection



Un projet de loi qui pourrait bientôt être adopté par le gouvernement fédéral canadien suscite de nombreux débats. La *Lawful Access law* doit en permettre aux **policiers d'avoir accès à l'historique Internet et aux informations personnelles de certains suspects**, et leur permettre aussi de mettre leurs téléphones cellulaires sur écoute pour de longue période. Si la loi est adoptée, les fournisseurs de services Internet et de téléphones cellulaires devraient installer les dispositifs nécessaires pour « suivre » les activités des utilisateurs, et de façon à pouvoir fournir les informations aux policiers lorsque nécessaire. Face aux protestations, le ministre de la Sécurité publique a affirmé que quiconque s'opposait à la loi était en faveur du droit des pédophiles et du crime organisé.

Source : Quotidien *The Gazette*. 15/02/2012.

<http://www.montrealgazette.com/news/could+allow+police+view+people+surfing+habits/6139125/story.html>

Guide de survie en milieu carcéral



L'incarcération est un moment traumatique. Il est d'ailleurs prouvé que c'est lors des premiers jours en prison que le risque de suicide est le plus élevé. C'est la raison pour laquelle un ancien détenu, Frankie Owens, a décidé d'écrire un guide survie à l'attention des nouveaux incarcérés : *The Little Book of Prison*. F. Owens, qui a purgé une peine de 4 mois, explique qu'il aurait aimé pouvoir s'appuyer sur les conseils qu'il prodigue dans ce livre lorsqu'il fut lui-même incarcéré.

Guardian, 14 février 2012

www.guardian.co.uk/society/2012/feb/14/ex-con-pens-prison-guide-uninitiated

Le discours d'une nation



Après Le discours d'un roi, sur les problèmes d'élocution du roi George VI, voilà que les Britanniques se rendent compte qu'ils ont eux aussi des problèmes d'élocution... Ils avancent plusieurs raisons les font recourir aux services d'entreprises spécialisées : le manque de confiance dans la façon de poser sa voix, la peur de parler en public et le souhait de changer d'accent. C'est ce que révèle une étude menée auprès de 500 personnes ayant pris des leçons d'élocution en 2011 auprès du leader du secteur, le site internet de cours privés thetutorpages.com. On trouve des chefs d'entreprise, des médecins, des avocats, des enseignants et même des pasteurs ! Les cours d'élocution connaissent une certaine fortune auprès des demandeurs d'emploi et de ceux qui veulent tirer leur épingle du jeu lors d'un recrutement. Parce qu'ils permettent de se débarrasser d'un accent régional trop marqué ou d'apprendre à exposer ses idées de façon claire et intelligible, les cours d'élocution semblent plébiscités, à tel point que le ministre de l'Education, Michael Gove, réfléchirait à la possibilité de réintroduire dans les programmes des enseignements de ce type.

The Independent, 19 janvier 2012

www.independent.co.uk/news/education/further/elocution-lessons-who-wants-to-speak-the-queens-english-6291537.html?printService=print

Publicité



L'autorité de surveillance des publicités a considéré que la campagne lancée par Ryanair dans la presse devait être interdite en raison de ses sous-entendus sexistes. Il y est montré une femme membre d'équipage en lingerie, dans une pose suggestive, selon les termes de l'*Advertising Standards Authority*. Cette campagne de publicité dans de grands journaux nationaux permet de vanter les prix pratiqués par la compagnie aérienne, mais aussi d'informer sur la vente en ligne d'un calendrier de charité. C'est une pétition en ligne lancée par une employée anonyme de Ryanair qui a permis, avec ses 11 000 signatures, de faire retirer les publicités de la société, déjà plusieurs fois condamnée pour manquement au Code de la publicité.



Guardian, 15 février 2012

www.guardian.co.uk/media/2012/feb/15/asa-bans-sexist-ryanair-ad

Morphée



En **Suisse** romande, les chiffres de l'étude lausannoise « Hypnolaus » montrent que 23,5 % des femmes et 17,4 % des hommes âgés entre 40 et 60 ans se plaignent de dormir mal, voire très mal. Ce chiffre est en constante augmentation, tout comme le nombre de boîtes de somnifères vendues, qui a atteint 4,75 millions en 2010. Pour les spécialistes du sommeil, cette évolution serait due à l'évolution des modes de vie et, plus étonnant, à la croyance populaire qui associe le fait de passer des nuits courtes à la performance au travail.

Source : *Le Matin*, 08/02/12

Valentin



La société **suisse** « Gene Partner », au slogan sans équivoque « *Love is not a coincidence !* », propose aux couples ou aux personnes ressentant une forte affinité, de faire un test ADN pour vérifier s'ils sont compatibles génétiquement. D'après les deux généticiennes fondatrices du site, un couple ayant des ADN proches augmenterait ses chances de vivre une relation amoureuse durable car leur système immunitaire serait en harmonie. Autre avantage, leurs rapports sexuels seraient plus satisfaisants et leur taux de fertilité plus élevé.

Source : *Le Soir*, 14/02/12



5,3 % des 40-70 ans **belges** n'ont jamais connu de relation stable, selon une étude menée par la Direction générale Statistique et Information économique (DGSIE) sur plus de 7000 citoyens. Notons qu'une relation stable se définit comme une relation qui a duré pendant au moins trois mois consécutifs, que l'on ait vécu ou non sous le même toit que son partenaire. La proportion de ces célibataires endurcis ou de ces amateurs d'aventures sans lendemain augmente sensiblement dans la Région de Bruxelles-Capitale, avec 9,4 %, alors qu'elle est de 6,5 % en Wallonie et de 3,7 % en Flandre. Le taux varie fortement en fonction du niveau d'instruction : ainsi, 7,3 % des personnes ayant un faible niveau d'instruction n'ont jamais connu le grand amour, contre seulement 3,9 % pour les personnes d'un niveau d'instruction élevé.

Source : *Le Soir* 14/02/12

Église



Tous à contribution

Le gouvernement devrait taxer les biens de l'Église, sièges d'une activité économique. Ainsi, l'Église, qui détiendrait environ 20 % du parc immobilier en Italie dont des cliniques, des écoles et des hôtels, exemptée jusqu'ici d'impôts fonciers, devrait concourir à l'effort de redressement financier du

pays. Les biens de l'Église non commerciaux demeurent quant à eux exonérés d'impôts.

« L'Église devra verser son obole à l'Etat », *Libération*, 17 février 2012

<http://www.liberation.fr/economie/01012390499-l-eglise-devra-verser-son-obole-a-l-etat>



L'obole de la presse

Le Vatican a trouvé un moyen de réduire les frais de transport du Pape et de sa délégation. Pour le voyage de Benoît XVI au Mexique et à Cuba fin mars 2012, c'est la presse qui sera mise à contribution. Les journalistes qui monteront dans l'avion pontifical et bénéficieront d'entretiens avec le Pape durant le vol devront s'acquitter de la modique somme de 7 000 euros.

« In aereo il Papa ci guadagna », *L'Espresso*, 23 février 2012

<http://espresso.repubblica.it/dettaglio/in-aereo-il-papa-ci-guadagna/2174832>

État et transparence



Ces voitures italiennes...

Le parc automobile des administrations publiques italiennes est sous surveillance après un recensement effectué par le ministère de la Fonction Publique. Le nombre de voitures a diminué en 2011 pour atteindre 64 524 véhicules. Toutefois, de nombreuses voitures sont encore inutilisées ou utilisées à mauvais escient. Les disparités entre localités sont parfois impressionnantes. Par ailleurs, le parc automobile, dominé par Fiat, est parfois encore obsolète et composé de modèles très polluants. De coupes budgétaires et un renouvellement des modèles sont envisagés. La liste des véhicules possédés par les administrations publiques sera par ailleurs mise en ligne pour plus de transparence.

« Auto blu, sono più di 65 mila », *Il Corriere della Sera*, 16 février 2012

http://motori.corriere.it/attualita/12_febbraio_16/auto-blu-censimento_8a55dad0-5893-11e1-9269-1668ca0418d4.shtml

Prison



Un journal dans et hors les murs

Le numéro zéro de « Voci dal ponte » sera publié ce mois-ci à l'occasion de la journée de prévention contre le harcèlement et les agressions qui se tiendra à la prison d'Opera à Milan.

Ce journal, publié en version papier et dont on peut retrouver une version en ligne, se veut être une fenêtre sur le monde carcéral, un pont entre détenus et citoyens libres, et surtout entre institution carcérale et institution scolaire.

Ce projet doit notamment amener des ex-détenus à intervenir dans des quartiers défavorisés afin de prévenir le « bullying » et les addictions. Cette implication dans la vie de quartier vise également à les réinsérer.

« Nasce Voci dal Ponte. Studiare con i detenuti è più utile che studiarli », *affaritaliani.libero.it*, 24 février 2012

<http://affaritaliani.libero.it/sociale/studiare-con-i-detenuti240212.html>



Que faire des prisonniers ?

Le Parlement italien a approuvé le décret-loi « videz les prisons ». Pour faire diminuer la pression pesant sur des prisons surpeuplées et améliorer les conditions de vie déplorables auxquels sont soumis les détenus, 3500 prisonniers seront libérés. Par ailleurs, ce texte prévoit un recours plus fréquent à l'assignation à domicile (qui ne concerne bien évidemment pas les criminels les plus dangereux), notamment pour les peines les plus courtes et dans les 12 à 18 mois de fin de peine. Par ailleurs, ce décret prévoit la fermeture des hôpitaux psychiatriques judiciaires.

Selon des ONG italiennes, en 2011, 186 détenus seraient morts en prison. 66 se seraient donnés la mort à cause des conditions de leur détention.

« Decreto "svuota-carceri", dalla Camera fiducia con 428 voti a favore », *L'Avvenire*, 9 février 2012

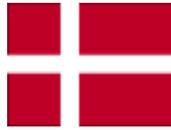
<http://www.avvenire.it/Politica/Pagine/si-a-decreto-svuota-carceri.aspx>

PAYS

REFERENTS



**Catherine
Collombet**



**Pierre-Yves
Cusset**



Virginie Gimbert



**Marie-Pierre
Hamel**



Noémie Houard



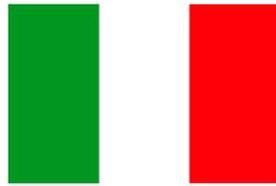
**Caroline
Lensing-Hebben**



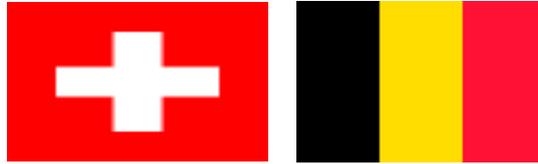
**Guillaume
Malochet**



**Marie-Cécile
Naves**



**Mathilde
Reynaudi**



Sarah Sauneron



**Vanessa Wisnia-
Weill**

Travaux coordonnés par **Sylvain Lemoine**
sylvain.lemoine@strategie.gouv.fr